



INFORMATION FINANCIERE RESULTATS 2012 DU GROUPE EPC

Paris, le 27 mars 2013,

1. Chiffre d'affaires et Résultats

Le chiffre d'affaires du Groupe, à fin 2012, s'élève à 322.3 M€ en baisse de 0.7% par rapport aux 324.6 M€ de l'exercice 2011. A taux de change et périmètre constant, l'augmentation est de 1.5%.

Le résultat opérationnel courant est en repli pour s'établir à 6.5 M€, contre 9.4 M€ en 2011. La rentabilité opérationnelle passe ainsi de 2.9% à 2.0% du chiffre d'affaires. Cette performance décevante est pour l'essentiel liée à un niveau d'activité déprimé dans la zone Europe du Sud (France, Italie et Espagne) ainsi qu'en Pologne, amenant les sociétés du groupe présentes sur ces pays à passer sous leur point mort d'activité.

Le résultat opérationnel, intègre des charges liées aux restructurations réalisées en 2012 en Italie, en Allemagne et en Irlande, l'impact résiduel de la réclamation lié à l'accident de Billy Berclau de 2004 et un impact résiduel de l'activité défense réalisée en 2010. Il est en baisse et s'inscrit à 4.9 M€ contre 7.0 M€ en 2011.

Après prise en compte du résultat financier et du résultat des sociétés mises en équivalence, le résultat avant impôt est un bénéfice de +1.4 M€ contre +4.2 M€ en 2011.

L'impôt reste à un niveau élevé à 4.8 M€, contre 3.4 M€ en 2011. Le résultat du groupe a été réalisé principalement dans des sociétés qui ne bénéficient plus de déficits reportables et donc payent l'impôt.

Le résultat des activités abandonnées est largement positif à 1.2 M€. Il intègre le produit d'une réclamation sur un chantier dans la zone Océan Indien (activité abandonnée en 2011). Il intègre également des reprises sur les provisions enregistrées en 2009 sur BFMS (Burkina Faso) rendues possibles par l'issue favorable de l'arbitrage remporté contre le client Etruscan.

Le résultat net total consolidé 2012 s'établit donc en perte à -2.4 M€, à comparer à une perte de -0.9 M€ réalisée en 2011.

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2 012	Exercice 2 011 (retraité)	Variation
CHIFFRE D'AFFAIRES	322 327	324 629	(0,7%)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	6 542	8 705	(24.8%)
RESULTAT OPERATIONNEL	4 890	6 314	(22.5%)
RESULTAT NET	(2 237)	(877)	N/A
<i>dont part du groupe</i>	<i>(2447)</i>	<i>(1402)</i>	

2. Dépenses d'investissement

En 2012, les dépenses d'investissements en immobilisations corporelles (incluant les biens acquis en crédit bail) s'élèvent à 18.8 M€, à comparer à 11.8 M€ en 2011.

Le montant d'investissement a été particulièrement fort en 2012 du fait de la concomitance de 3 projets importants :

- 2.0 M€ correspondent à la quote-part EPC (40%) d'investissements réalisés sur le projet MCS,
- 1.7 M€ liés au renouvellement du contrat CBG en Guinée
- 1.0 M€ lié au contrat Danemora en Suède.

Ces projets rentrent pleinement dans la stratégie de développement sur les marchés en croissance (Afrique et Moyen-Orient) et dans le domaine Minier.

Par ailleurs un effort particulier de rattrapage a été réalisé sur la zone démolition (4 M€) qui a connu une croissance constante de son activité depuis 3 ans avec un niveau d'investissement faible.

3. Financement

Endettement

Le montant des dettes financières a augmenté de 4 M€ au cours de l'exercice 2012 :

En milliers d'euros	Exercice 2012 (Après refinancement)	Exercice 2012 (publié)	Exercice 2011
	(pour information)		
Dettes financières non courantes	48 388	21 388	27 539
Dettes financières courantes (hors découverts bancaires)	22 136	46 734	27 919
Découvert	775	3 177	11 831
Total dettes financières	71 299	71 299	67 289

La hausse de l'endettement sur la période a été rendue nécessaire du fait du niveau élevé des investissements (MCS, Danemora, CBG, Démolition).

Le groupe a renégocié un accord de refinancement en février 2013 qui a permis de reclasser en dettes non courantes 27 M€ de dettes courantes.

Ce nouvel échéancier qui réaligne les échéances des dettes avec les cash-flows attendus des investissements réalisés permet de consolider une situation financière saine et durable.

Trésorerie

La trésorerie nette du Groupe a augmenté de 3 M€ au cours de l'exercice. On constate également une forte diminution des découverts bancaires qui ont été fortement réduits par une gestion plus active de la trésorerie.

En milliers d'euros	Exercice 2012	Exercice 2011
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	18 890	24 682
Découverts bancaires	(3 177)	(11 831)
Total trésorerie nette	15 713	12 851

L'Endettement Net (Dettes Financières – Trésorerie) a augmenté de 9.7 M€ sur l'exercice 2012. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'effort d'investissement exceptionnel réalisé en 2012 afin de soutenir la stratégie de développement sur les marchés en croissance et dans le secteur minier.

4. Perspectives 2013

L'année 2012 a été difficile sur nos marchés européens; cela nous a conduit à porter nos efforts sur les domaines suivants qui devraient bénéficier à l'ensemble des zones:

- Deux nouveaux contrats de fourniture du Nitrate d'Amonium (matière première principale du groupe) ont été conclus. Cette nouvelle structure d'approvisionnement offre une économie significative en termes de coût et introduit une meilleure flexibilité.
- Le programme d'assurance groupe a été intégralement renégocié, il conduit à la fois à une amélioration du niveau de couverture, à une baisse des primes et à une diminution du risque conservé par la captive d'assurance EPCapré

En outre, l'année 2013 devrait se traduire par une consolidation de la rentabilité du groupe sur ces différents marchés du fait des démarches spécifiques décrites ci après :

En particulier sur la **Zone 1 - Europe du Sud** et dans le domaine des Explosifs et du Forage Minage, tous les contrats importants avec les donneurs d'ordres traditionnels du groupe ont été reconduits sur 2013. Cela permet de garantir un maintien des parts de marché au niveau actuel. La prise de commande a également été bonne dans le domaine des travaux publics.

Compte tenu de la décroissance des volumes sur cette zone en 2012, le groupe EPC a décidé de procéder à des ajustements structurels importants. Une démarche a été engagée dans ce sens chez EPC France et ALPHAROC. Les comités d'entreprises concernés ont été

consultés sur un projet de fusion des deux entités qui pourrait entraîner un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE).

L'objectif est de regrouper l'activité en France sur 4 grandes régions qui gèreraient à la fois l'activité de distribution (les dépôts d'explosifs) et le service (Forage et Minage) permettant à la fois une optimisation des ressources et des économies significatives en matière de frais de structure.

Une rationalisation des moyens de distribution est également en cours en Italie avec un plan d'économie associé.

Dans la démolition, les carnets de commande sont solides et l'activité devrait rester soutenue. Les sociétés devraient voir leur rentabilité progresser du fait des importants efforts d'investissement réalisés en 2012.

L'activité dans la **Zone 2 - Europe du Nord et de l'Est** est à nouveau attendue en hausse en 2012, notamment en Scandinavie où le contrat avec Danemora apportera sa contribution en année pleine sur un marché globalement bien orienté.

Au Royaume-Uni, au-delà de la fusion des entités juridiques intervenues début 2013, les effectifs de la branche explosifs seront également ajustés pour prendre en compte la baisse attendue du marché. L'Irlande devrait progresser légèrement. Les Etats-Unis apporteront leur première contribution significative à l'activité de la zone. L'activité Additifs diesel est attendue en hausse et devrait rester très bien orientée.

Une réflexion stratégique est en cours sur l'Europe Centrale.

L'ensemble des mesures de restructuration et de rationalisation engagées dans les zones 1 et 2 portent sur des économies attendues en année pleine de l'ordre de 4 M€

La **Zone 3 - Afrique et Moyen Orient** devrait voir son activité nettement progresser en 2013 en particulier grâce à MCS en Arabie Saoudite dont les ventes ont enfin démarré de manière significative.

Un effort particulier a été entrepris pour développer le suivi des contrats miniers sur nos zones d'implantation traditionnelles. Les premiers résultats concrets sont attendus cette année.

Enfin tout sera mis en œuvre pour accompagner le développement du Gabon, du Cameroun, de la Guinée, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire qui doivent être en mesure de fournir dans des conditions optimales des donneurs d'ordres particulièrement dynamiques.

Dans le contexte économique actuel, EPC réaffirme sa volonté stratégique de se concentrer sur les pays où les filiales du groupe sont numéro 1 ou numéro 2 sur leur marché, ou bien possède un avantage compétitif et de rentabilité important.

Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 27 mars 2013, les procédures d'audit sont en cours.